Chartes et pouvoir au Moyen Âge

Benoît-Michel Tock

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cem/747>

DOI : 10.4000/cem.747

ISSN : 1954-3093

Éditeur

Centre d'études médiévales Saint-Germain d'Auxerre

Édition imprimée

Date de publication : 15 août 2005

ISSN : 1623-5770

Référence électronique

Benoît-Michel Tock, « Chartes et pouvoir au Moyen Âge », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA* [En ligne], 9 | 2005, mis en ligne le 03 novembre 2006, consulté le 22 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cem/747> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cem.747>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Chartes et pouvoir au Moyen Âge

Benoît-Michel Tock

- 1 Le projet “Chartes et pouvoir”, déposé par quelques médiévistes français et soutenu par le Réseau des Maisons des Sciences de l’Homme, veut répondre à deux lacunes dans l’étude des chartes médiévales ¹.
- 2 La première de ces lacunes est la rareté des études consacrées aux liens entre l’acte et le pouvoir. Ces liens sont pourtant nombreux. Le fait même de délivrer un acte est révélateur. Tout le monde ne peut pas le faire, ou le faire de la même façon. Au haut Moyen Âge (VI^e-X^e siècle), les actes royaux se distinguent nettement des actes des particuliers (y compris ecclésiastiques), tandis que les actes des évêques et, à partir du X^e siècle ceux des princes, constituent une catégorie intermédiaire. Les XI^e et XII^e siècles constituent la période la plus discriminante : l’adoption du sceau par les évêques, puis par les princes, leur donne pendant quelques décennies un quasi-monopole sur l’acte écrit (à côté des rois et du pape, évidemment), jusqu’à ce que progressivement le sceau, et donc l’usage de l’écrit, se soient diffusés dans de très larges couches de la société. Donner une charte est alors un vrai signe de pouvoir. Par la suite, la discrimination se déplacera vers le terrain de la juridiction gracieuse, à laquelle seuls prétendront au début les évêques et peut-être les princes, ensuite d’autres pouvoirs, y compris des pouvoirs émergents, comme les villes.
- 3 Le contenu juridique des actes ne doit pas être interprété en termes uniquement économiques et sociaux. Il y est question de terres, de dîmes, de droits, de redevances ; de litiges, de procès, d’hommages, d’autorité aussi. Les actes consignent donc, voire provoquent, des affrontements, qui peuvent avoir comme issue une soumission volontaire (l’hommage) ou involontaire (le procès, la sentence). Ils reprennent aussi les noms, parfois par dizaines, de témoins : ce sont, selon les époques, des proches des auteurs ou des bénéficiaires. Mais dans les deux cas ils révèlent des réseaux qui sont forcément des réseaux de pouvoir et de fidélité.
- 4 Les actes ont également un rapport très important avec le sacré. Pas seulement parce que, toujours rédigés et écrits par des ecclésiastiques, ils sont imprégnés de culture religieuse. Mais parce que les réformateurs ecclésiastiques, avant comme pendant ou après la réforme grégorienne du XI^e siècle, ont parfaitement compris à quel point les

chartes constituaient des instruments redoutables. On peut aller plus loin : dans leur souci de protéger, par des chartes, les droits qu'ils considéraient comme leurs, ils ont été amenés à les repenser et les redéfinir constamment, donc à les exprimer d'une manière sans cesse nouvelle. Dans leur politique de sacralisation de la société, et particulièrement de la société ecclésiastique, les chartes ont été une arme de choix, d'autant que c'était une des plus durables.

- 5 Pour l'étude des noms de personnes, comme des noms de lieux, les chartes sont une source essentielle, souvent de très loin la principale. Parce que c'est dans les actes qu'on trouve beaucoup de noms. Mais aussi parce que le nom est au centre de la charte : nom de l'auteur, qui prend la responsabilité de l'acte ; noms des témoins et du scribe, souvent isolés, mis en évidence, tracés dans une écriture différente, parfois même autographe. Ces noms ne sont pas forcément ceux que leurs porteurs se donnent, mais ceux qu'on leur donne. Et donner un nom c'est aussi user d'un considérable pouvoir.
- 6 Dernier lien qu'on soulignera ici : le pouvoir est juridique, politique, religieux, mais aussi culturel. Dans une société où la langue usuelle est le français, l'allemand, le néerlandais ou une autre de ces langues que nous appelons vernaculaires, dans une société où la communication est avant tout orale, la maîtrise de l'écrit et de la langue dans laquelle il s'exprime, le latin, donne à ceux qui commandent ou rédigent les chartes un pouvoir exorbitant. Détenteurs d'un monopole que personne ne peut leur contester, ils n'hésitent pas parfois à en abuser. Mais il y a plus. La forme des actes, aussi bien la forme littéraire (qualité du latin) que la forme écrite (écriture, mise en page...) est souvent révélatrice de l'attention que leur auteur prête à son apparence, et des moyens dont il dispose à cet égard. L'établissement d'une charte suppose en effet la disposition d'un personnel compétent en latin, en droit et en calligraphie ; il y a bien entendu plusieurs niveaux de compétence, qui reflètent les moyens ou la volonté du commanditaire.
- 7 La seconde lacune que ce programme de recherche espère commencer à combler est plus pratique : le nombre et la dispersion des chartes conservées en freinent considérablement l'exploitation. Les chartes en effet sont très nombreuses : 100 à 200 000 sans doute pour la France actuelle jusqu'à la fin du XII^e siècle. Elles sont aussi très dispersées, conservées dans les institutions parisiennes, les dépôts d'archives départementales, voire municipales ou hospitalières, les bibliothèques municipales mais parfois aussi celles des sociétés savantes... Nombre d'entre elles ont été publiées, parfois dès les XVII^e-XVIII^e siècles, plus souvent au XIX^e, voire au XX^e siècle. On les trouve dans des collections assez larges, dans des volumes isolés, mais aussi dans des revues savantes. Ces éditions ne prévoient souvent pas d'*index verborum*, de sorte que toute recherche sur des mots ou des concepts impose la lecture attentive de nombreux actes. Tout cela explique que les recherches sur les chartes aient, jusqu'à présent, surtout été menées dans un cadre régional. Et d'une région à l'autre, ni les problématiques, ni les résultats ne s'échangent facilement.
- 8 Partant du constat de ces deux lacunes, le projet a donc un double objectif.
- 9 1) Il s'agit d'une part d'encourager une réflexion commune sur les chartes comme instruments de pouvoir au Moyen Âge. Dans ce cadre, chacun des partenaires a constitué son propre programme, de manière à multiplier les approches de la question.
- 10 **Caen** : le projet caennais souhaite développer les recherches sur les pratiques de l'écrit dans la Normandie ducale, les foyers de production documentaire, les rapports entre les mutations socio-politiques et l'écrit. Le contexte normand est un peu particulier,

puisque c'est celui d'une principauté fortement centralisée, où le pouvoir ducal est très important, allié à l'Église (qu'il contrôle d'ailleurs très largement) et conscient du pouvoir de l'écrit. Il constitue donc un excellent cas d'école de l'utilisation de l'écrit, et en particulier des actes, à des fins politiques. Dans un même ordre d'idées, il faut étudier quels liens sociaux transparaissent dans les chartes et réfléchir à leur mise en scène par l'écrit.

- 11 **Chambéry** : le projet chambérien s'organise autour de deux axes, tous deux articulés sur l'espace alpin et rhodanien. Le premier s'inscrit dans un travail d'édition de sources savoyardes. Le second appartient à un vaste programme de recherche sur les monastères et leurs fondations, qui vise en particulier à étudier la nature et surtout le traitement archivistique et historiographique des actes associés à une fondation (actes de donation d'une église, de consécration épiscopale, de concession d'immunité etc.).
- 12 **Dijon** : Le projet dijonnais s'attache aux nombreuses chartes qui attestent de la large pratique du don aux églises dans l'Occident latin au Moyen Âge. Dans une société qui se définit comme la communauté des chrétiens, organisée par Dieu et en relation avec lui, et dont toute hiérarchie s'établit en fonction de la proximité avec le sacré, le don aux communautés religieuses est l'une des clés pour comprendre la dynamique du système social et ses représentations idéelles. Le contrôle et la définition des échanges étant un enjeu capital du pouvoir, les chartes témoignent à la fois des nombreuses transactions constitutives des rapports sociaux et de l'idéologie qui ramène les échanges au dénominateur commun du don à l'âge seigneurial. La Bourgogne, qui apparaît très tôt comme une zone d'épanouissement des structures ecclésiastiques, est dotée d'importants fonds documentaires, comme ceux de l'abbaye de Cluny, propres à comprendre ces phénomènes. L'étude des thématiques développées dans les préambules des actes (la pastorale véhiculée, les présupposés ecclésiologiques) et leur mise en rapport avec celles d'autres régions, ainsi qu'une enquête approfondie du vocabulaire et du champ sémantique de la donation, doivent permettre de rendre compte de l'évolution et du fonctionnement d'un système complexe d'échanges. À l'intérêt porté au don pieux s'articule étroitement le contenu des actes de consécration d'église, dont l'analyse systématique mériterait d'être faite dans le cadre d'une étude de l'expression des pouvoirs laïques et ecclésiastiques sous une forme monumentale.
- 13 **Lille** : le projet lillois comporte deux axes. Le premier concerne l'acte de juridiction gracieuse au XII^e siècle dans le Nord de la France. À la suite de plusieurs travaux menés à ce sujet à partir des actes urbains et des actes des chapitres cathédraux, il s'agit de voir comment la juridiction gracieuse, c'est-à-dire le fait de donner une charte sans être concerné par l'action juridique relatée, est peu à peu assumée par les évêques, les comtes, les seigneurs. Un deuxième axe veut étudier la circulation des formules, et la manière dont ces formules reflètent le pouvoir : par leur texte, plus ou moins politique ; mais aussi par le fait d'accepter de reprendre une formule à tel autre pouvoir.
- 14 **Toulouse** : le projet toulousain porte sur l'étude onomastique de ces actes, déjà largement entamée par P.-H. Billy dans le cadre de ses propres travaux régionaux et nationaux surtout en matière anthroponymique, qu'il convient d'élargir au champ strictement toponymique en préparant un ouvrage sur les noms de lieux de Midi-Pyrénées. La toponymie du Sud-Ouest est la plus mal traitée, sinon méconnue, de tout l'hexagone : c'est donc elle qu'il faut pouvoir étudier.

- 15 Cinq partenaires, et autant de pistes de recherche. Mais qui ne sont pas isolées : à chaque fois, ce sont, d'une certaine manière, les liens entre actes et pouvoirs qui sont en cause. D'où la nécessité de mener les travaux en parallèle.
- 16 2) Le second objectif est la lutte contre la dispersion documentaire et la difficulté d'accès aux actes en favorisant la constitution de bases de données informatisées des actes médiévaux.
- 17 Les bases de données informatiques de textes diplomatiques ont de nombreux avantages. Elles permettent un recensement facile de tous les actes relatifs à telle abbaye ou donnés par tel personnage. Elles autorisent aussi les études de vocabulaire et de formules, dont l'importance est croissante dans la recherche actuelle. Le plus important est qu'elles permettent à l'étude des actes de sortir des cadres géographiques étroits dans lesquelles elle s'inscrit habituellement. Généralement en effet, à cause entre autres du nombre d'actes conservés, à cause aussi de la difficulté d'accéder à des sources dispersées même quand elles sont éditées, a fortiori quand elles sont inédites, les historiens ne travaillent que sur quelques groupes d'actes géographiquement très proches. Les bases de données permettent de faire exploser ces cadres et de travailler sur des actes plus lointains. Cela permet d'ailleurs en retour de mieux mettre en évidence les caractéristiques propres à chaque région ou sous-région.
- 18 De telles bases existent déjà. Pour la Belgique voisine, une entreprise de recensement et de saisie des textes des chartes antérieures à la fin du XII^e siècle a donné lieu voici quelques années à la réalisation d'un CD-Rom exhaustif en ce qui concerne du moins les actes édités. La France, gênée par sa taille et le grand nombre de documents concernés, ne pouvait se lancer dans une entreprise identique. Dès les années 1960 cependant, elle s'est lancée dans deux grands projets, dont les premiers résultats viennent seulement de voir le jour : un recensement, avec enregistrement du texte, des actes conservés en original et antérieurs à 1121 ; un recensement, sans aucune perspective d'enregistrement textuel, des cartulaires français, ces livres dans lesquels on recopiait, au Moyen Âge et après, les actes.
- 19 Les projets français actuels sont donc à la fois ambitieux, mais limités (les originaux seulement d'un côté, les cartulaires mais sans les textes d'un autre côté). L'idéal serait de parvenir à une base de données semblable à celle que la Belgique a produite. Ce n'est cependant pas envisageable pour le moment. La France est trop grande, ses dépôts d'archives trop nombreux et trop riches, pour permettre d'envisager de manière réaliste une base de données unique et exhaustive de toutes ses chartes médiévales.
- 20 Entre la passivité et l'ambition exagérée, il y a place pour un projet réaliste. Il faut renoncer à toute idée d'exhaustivité, mais au contraire intégrer des actes en nombre aussi considérable que possible, pour que la richesse de la base atténue les inconvénients de son caractère un peu hétéroclite. L'objectif est d'arriver, en trois ans, à un ensemble d'au moins 10 000 actes, latins ou en langue vernaculaire, antérieurs à 1300, interrogeables sur internet. La collaboration entre plusieurs chercheurs permettra de couvrir, sinon toute la France, du moins des régions assez différentes.

NOTES DE FIN

1. Y collaborent P. Bauduin (Caen), P.-H. Billy (Toulouse), E. Magnani et M.-J. Gasse-Grandjean (Dijon), L. Ripart (Chambéry) et B.-M. Tock (Lille).

INDEX

Mots-clés : charte